

Audiences de lundi : 1. Le 19 h (RTL-TVI), 662.300 tél., 51,7 % ; 2. Cold Case (RTL-TVI, photo Kathryn Morris), 506.400 ; 3. JT (La Une), 475.800 ; 4. Images à l'appui (RTL-TVI), 443.700 ; 5. 71 (RTL-TVI), 288.400. © D.R.

La Une / « Questions à la Une » se plonge dans deux dossiers épineux mais relevant toujours de l'utopie à l'heure qu'il est

Du rattachisme wallon à l'indépendance écossaise

De l'indépendance de l'Écosse ou du rattachement de la Wallonie à la France, lequel de ces deux fantasmes a-t-il le plus de chances de se réaliser un jour ? À la vision du dernier numéro de la saison de *Questions à la Une*, on peut résumer les choses de la façon suivante : ni l'une ni l'autre ne sont pour demain et si la première entre dans le domaine des possibilités, la deuxième question « ne se posera pas tant que la Belgique existera », conclut Danielle Welter, auteur du reportage consacré aux rattachistes.

La journaliste s'est penchée sur ceux, à l'instar du RWF (Rassemblement Wallonie France) de Paul-Henry Gendebien, plaident pour une réunion de la Wallonie (et de Bruxelles) avec la France, qu'elle n'a quittée qu'en 1815 à Waterloo. Aux élections, le RWF ne représente que 1,5 % de la population mais, selon un sondage de 2006, 43 % des Wallons envisageraient le rattachement à la France en cas de disparition du pays.

Ni au Parlement (belge) ni à l'Assemblée nationale (françai-

LE RASSEMBLEMENT Wallonie-France récolte environ 1,5 % des suffrages lors des élections : ses idées ne semblent pas progresser. © RENÉ BRENY.

se), les parlementaires ne sont pressés d'évoquer la question. « *La question ne se pose pas* », dit Yves Leterme à Bruxelles. « *J'aime trop la Belgique pour la démembrer* », répond François Bayrou à Paris.

Dans les rues de Lille comme dans celles de Paris, les passants sont plutôt de bonne composition et se disent ravis d'ouvrir les bras de la France à des « compatriotes » d'outre-Quévrain. À Givet, par contre, pourtant sur la frontière, la méconnaissance du public français quant à la réalité belge est assez étonnante. Enfin, suite à l'idée de Daniel Ducarme (MR) d'un statut équivalent à celui de la Polynésie, Danielle Welter se rend à Tahiti pour comparer les mérites d'un tel statut par rapport à la situation actuelle de la Wallonie.

Troisième puissance européenne

Deuxième reportage, signé par Étienne Duval, le correspondant de la RTBF-Télévision à Londres. Un an après la victoire du parti indépendantiste SNP (Scottish National Party) au pouvoir

en Écosse, le journaliste s'est posé la question de savoir ce qui se passerait si, comme l'actuel premier ministre écossais Alex Salmond en a l'intention, un référendum demandait aux Écossais de se prononcer sur l'accession à l'indépendance de leur pays.

Cela fait trois siècles que l'Écosse a renoncé à son indépendance tout en gardant un certain nombre de privilèges. Aujourd'hui encore, le SNP veut bien garder la Reine mais pas la Royal Navy, dont les sous-marins nucléaires sont stationnés en Écosse. Comme souvent dans ce genre de situation, la vraie question est celle de la viabilité économique d'un tel État quittant le Royaume-Uni. La réponse des indépendantistes écossais fuse : « *90 % du pétrole et 50 % du gaz du Royaume-Uni proviennent d'Écosse. Si, demain, l'Écosse devenait indépendante, elle serait de facto le troisième pays d'Europe en termes de richesse par tête d'habitant.* » Reste que les réserves pétrolières commencent à s'épuiser... ■

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Questions à la Une, la Une, 20 h 25.